

Développement économique

Il y a lieu de se demander comment ces pays arrivent à se tirer d'affaire mieux que le Canada, en dépit de nos avantages. L'une des raisons, peut-être la plus importante c'est que tous les autres pays semblent avoir un programme, une orientation, une politique de développement, une politique économique, une stratégie industrielle ou un objectif quelconque en fonction duquel ils prennent leurs décisions et en fonction duquel les hommes d'affaires, les sociétés et les syndicats peuvent prendre leurs décisions et mesurer leurs progrès. Je parierai n'importe quoi qu'il est impossible, en étudiant les décisions prises par le gouvernement libéral au cours des 10 dernières années, d'en dégager des objectifs de développement économique ou une stratégie industrielle. Je mets au défi quiconque de parvenir, par l'étude des réalisations, des déclarations ou des décisions de ce gouvernement, à en déduire ce qui est notre stratégie industrielle ou notre politique de développement économique en tant que pays.

Par exemple, le gouvernement a déclaré, il y a quelques années, qu'il favorisait un meilleur équilibre entre les diverses régions du pays. Il voulait que tous les Canadiens d'un océan à l'autre puissent participer de façon plus équitable au développement du pays. Pour témoigner de ses intentions, il a créé un nouveau ministère chargé d'atteindre cet objectif.

Néanmoins, malgré la création de ce ministère et les centaines de millions de dollars qui ont été dépensés, les disparités régionales sont plus accentuées que jamais. En 1971, le gouvernement libéral a fait valoir que les sciences et la technologie étaient importantes pour le Canada et que nous devions intensifier nos efforts dans ce domaine. Pour joindre le geste à la parole, il a créé le ministère des Sciences et de la Technologie. Depuis, monsieur l'Orateur, le pourcentage de notre produit national brut consacré à la recherche et au développement est tombé de 1.4 p. 100 ce qui n'était déjà pas gros, à 0.8 p. 100, ce qui est vraiment lamentable.

En 1973, le premier ministre (M. Trudeau) a signé une entente avec le Marché commun européen. Il était déterminé, a-t-il dit, à réduire notre dépendance vis-à-vis des États-Unis et à intensifier le commerce avec l'Europe. Mais depuis, nos échanges commerciaux avec l'Europe représentent un pourcentage encore plus réduit de notre commerce total et nous dépendons davantage des États-Unis.

Au cours des dix dernières années, pendant lesquelles la clique libérale d'en face a tenté de gérer l'économie, le Canada est le seul des sept grands pays de l'OCDE qui ait été touché par un mouvement de désindustrialisation. A l'origine, la terre constituait la raison d'être de notre pays. Les Canadiens venus d'Europe ont gagné leur vie grâce à la terre. Ils travaillaient dans l'agriculture, dans la traite des fourrures, la pêche, l'industrie forrestière et, plus récemment, l'exploitation minière.

Avec les années, surtout après la Seconde Guerre mondiale, la terre a commencé à prendre moins d'importance; notre pays s'est peu à peu industrialisé. Nous avons joint les rangs du monde industrialisé avec des industries de fabrication et des techniques de pointe, des industries qui utilisaient les capacités

et les talents des gens au lieu d'exploiter simplement nos ressources naturelles.

Telle est l'histoire du Canada et celle de tous les pays développés du monde d'aujourd'hui. Tous les pays ont commencé par vivre entièrement de la terre pour compter de plus en plus sur le savoir-faire de leurs habitants.

Depuis 1970, nous pouvons observer une tendance diamétralement opposée au Canada si bien qu'aujourd'hui nous sommes pratiquement au bord de la crise. En 1970, et bien des années avant, la balance commerciale du Canada dans le domaine des techniques de pointe et des produits manufacturés accusait un déficit d'environ 1 milliard, qui était largement compensé par l'excédent de notre balance commerciale dans le domaine agricole. Depuis 1970, depuis que les libéraux de Trudeau ont pris le pouvoir ou peu de temps après, la conjoncture économique du Canada s'est détériorée constamment jusqu'à aujourd'hui où le pays connaît un déficit commercial de ses biens manufacturés qui s'élève à 17 milliards de dollars et c'est la production de ces biens qui procure des emplois à la population. En d'autres termes, nous sommes entrés dans une ère de désindustrialisation, et nous sommes le seul pays occidental dans ce cas.

Qu'est-ce qui s'est produit? Le gouvernement a-t-il délibérément adopté ce programme de désindustrialisation? Le gouvernement a-t-il délibérément prêché cette politique du «retour à la terre» qui lui a fait abandonner nos usines et nos manufactures pour revenir à la terre et en vivre? «Le pays est fort», nous nous en souvenons, c'était le slogan d'une campagne électorale. C'était peut-être tout ce dont il s'agissait.

Bien sûr, ce n'est pas ce que les libéraux soutenaient. Leur politique était tout à fait différente. J'ai tout un dossier de communiqués et de déclarations qu'ont faits divers ministres en 1971 qui s'engageaient à s'occuper de science et de technologie et à effectuer plus de recherche et de développement au Canada. Et comme preuve, ils ont créé un nouveau ministère. Ils s'engageaient aussi à éliminer les disparités régionales et comme preuve, ils ont créé un nouveau ministère. Ils promettaient d'augmenter notre commerce avec le reste du monde et de diminuer notre dépendance envers les États-Unis. Et comme preuve, ils ont signé un contrat avec l'Europe.

Une voix: Ils s'engageaient à se faire réélire.

M. Andre: Ils voulaient consacrer plus d'énergie au développement industriel et comme preuve, ils ont tenté d'établir une stratégie industrielle.

Monsieur l'Orateur, chaque fois, c'est exactement le contraire qui s'est produit. En fait, les preuves sont là, le meilleur moyen de déterminer l'orientation que le gouvernement veut donner au Canada, c'est d'écouter ce que le premier ministre et son cabinet nous disent et d'en conclure le contraire. De cette façon, on obtient une image beaucoup plus précise de l'orientation que veut donner le gouvernement au pays que si l'on écoute ce qu'il dit. Le gouvernement soutient que la recherche et le développement vont être plus importants. C'est exactement le contraire qui se produit. Les libéraux disent qu'ils vont accroître le commerce avec l'Europe. C'est précisément le contraire qui arrive aussi. Ils disent que les disparités régionales vont disparaître et au contraire elles augmentent.